

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 6 mai 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

**25 Md NGN
(17,5 M USD)**

Ce sont les droits versés par Spotify aux artistes nigériens en 2023.

Nigéria :

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour le Nigéria en 2024 tandis que Fitch révisé favorablement la perspective d'un éventuel défaut en monnaie étrangère à long terme ; La CBN demande aux banques, institutions financières et prestataires de services de paiement d'appliquer une taxe de 0,5 % en faveur de la cybersécurité sur certaines transactions électroniques ; Le Nigéria réduit ses ventes d'électricité à ses voisins ; Crainte sur l'avenir des opérations de Microsoft à Lagos.

Ghana :

Le 3i Africa Summit se tiendra du 13 au 15 mai à Accra ;
Inauguration du nouvel aéroport international de
Kumasi.

Nigeria

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour le Nigéria en 2024 tandis que Fitch révisé favorablement la perspective d'un éventuel défaut en monnaie étrangère à long terme

[D'après le FMI, le Nigeria s'est engagé sur la voie de réformes ambitieuses sous la nouvelle administration Tinubu, avec pour objectif de rétablir la stabilité macroéconomique et de soutenir une croissance plus inclusive.](#) Si la croissance du PIB a ralenti en 2023 pour atteindre 2,9 %, en raison de la faiblesse de l'agriculture et du commerce, et ce malgré l'amélioration de la production pétrolière et des services financiers, la croissance devrait atteindre 3,3 % en 2024, la production pétrolière et agricole devant s'améliorer grâce à une meilleure sécurité.

Le FMI estime que la situation budgétaire s'est également renforcée en 2023. Le volume des recettes publiques – essentiellement pétrolières – aurait en effet bénéficié en 2023 de la dépréciation du naira, tandis que les dépenses ont été rationalisées, en grande partie grâce à l'annonce de la suppression de la subvention à l'essence. La monétisation du déficit budgétaire s'est certes poursuivie jusqu'en mai 2023 à hauteur de 2,6 % du PIB – avant l'entrée en fonction du nouveau gouvernement – mais celle-ci aurait été ramenée par la nouvelle équipe économique à 2,2 % du PIB pour l'ensemble de l'année. La dette publique a quant à elle augmenté de 7 points de pourcentage pour atteindre 46 % du PIB à la fin de 2023, essentiellement sous l'effet comptable de la dépréciation du naira.

Avec la poursuite du resserrement monétaire, le FMI considère que l'inflation pourrait progressivement diminuer pour atteindre 24,0 % en glissement annuel à la fin de 2024, contre 33,2 % en mars 2024.

Le FMI souligne que les réserves internationales brutes ont diminué en 2023 en raison de pressions persistantes sur les sorties de capitaux. Le naira s'est fortement déprécié après l'unification des guichets de change officiels en juin 2023. À la suite du resserrement de la politique monétaire en février et mars 2024, et de la reprise des interventions sur le marché des changes, le naira a pourtant commencé à se stabiliser.

Fitch a par ailleurs révisé favorablement la perspective d'un éventuel défaut du Nigéria en monnaie étrangère à long terme, de « stable » à « positive », tout en confirmant la note de « B- ». [D'après l'agence de notation, l'ajustement de ses perspectives est le résultat des réformes significatives mises en place par la nouvelle administration visant à restaurer la stabilité macroéconomique au cours de l'année écoulée.](#) La notation du Nigeria serait quant à elle justifiée par la taille de son économie et par ses importantes réserves de pétrole et de gaz.

Les risques à court terme sont aussi revus à la baisse par le FMI. Une mise en œuvre déterminée et bien ordonnée des intentions politiques des autorités ouvrirait ainsi la voie à une croissance plus rapide, plus inclusive et plus résiliente. Cependant, l'insécurité alimentaire pourrait s'aggraver en cas de nouveaux chocs sur l'agriculture intérieure (notamment climatiques), ou liés aux prix mondiaux des denrées alimentaires. Des chocs sur la production ou les prix du pétrole pourraient également affecter la croissance, l'équilibre budgétaire et la position extérieure, et exacerberaient les pressions sur l'inflation et le taux de change.

Fitch mise sur des progrès futurs, notamment un resserrement de la politique monétaire et une augmentation des recettes fiscales.

La CBN demande aux banques, institutions financières et prestataires de services de paiement d'appliquer une taxe de 0,5 % en faveur de la cybersécurité sur certaines transactions électroniques

Les banques, institutions financières et prestataires de services ont deux semaines pour appliquer un prélèvement de 0,5 % sur certaines transactions électroniques (voir transactions exemptées en annexe de [la circulaire](#)) en faveur du Fonds national pour la cybersécurité (NCF), administré par le Bureau du conseiller à la sécurité nationale (ONSA). Selon la Banque centrale du Nigéria (CBN), l'objectif de ce prélèvement est de soutenir des initiatives nationales en matière de cybersécurité.

[Cette taxe soulève toutefois des inquiétudes parmi les parlementaires et au sein du patronat.](#) Ils craignent que sa mise en œuvre ait lieu à un moment où les Nigériens subissent déjà les conséquences inflationnistes de la suppression des subventions au carburant. Certains ont ainsi appelé le Gouvernement à revoir sa copie, et à envisager des financements alternatifs ne pesant pas sur les ménages, tout en continuant à promouvoir l'utilisation des paiements électroniques.

[La cybersécurité reste pourtant une priorité pour le Nigéria, comme le rappelle le FMI.](#) A ce titre, le Groupe du Sommet économique nigérian (NESG) suggère au Gouvernement de cibler les personnes les plus aisées pour sa nouvelle taxe sur la cybersécurité, plutôt que de l'imposer à un vaste éventail de transactions électroniques.

Le Nigéria réduit ses ventes d'électricité à ses voisins

[Depuis le 1^{er} mai, la Commission de régulation électrique nigériane \(NERC\) a décidé de diminuer l'approvisionnement en électricité du Togo, du Bénin et du Niger.](#) En effet, dans le cadre du Système d'échange d'énergie électrique ouest africain (EEEOA), un programme de coopération entre les compagnies nationales d'électricité en Afrique de l'Ouest sous l'égide de la CEDEAO, les pays de la zone développent un marché commun de l'électricité depuis 2010, qui amène le Nigéria à vendre une partie de son électricité à ses voisins. Néanmoins, la NERC a indiqué que le Bénin, le Togo et le Niger ne recevraient que 6 % de l'électricité totale produite au Nigéria au cours des six prochains mois. En cause, des niveaux d'exportation d'électricité vers ces pays qui dépasseraient les seuils contractuels fixés, notamment pendant les périodes de pointe, et un niveau de dette de 12 M EUR accumulé par ces trois pays auprès du Nigéria.

La fin de la priorité accordée aux clients internationaux à travers ce plafonnement des exportations d'électricité répond à une logique de priorisation de l'approvisionnement national, qui reste un défi majeur pour le pays. En effet, bien que la puissance totale installée au Nigéria soit de 14 000 MW, le pays ne produit qu'en moyenne 4 000 MW d'électricité. Cette capacité est largement inférieure à la demande, estimée à 30 000 MW, et qui devrait atteindre 45 000 MW en 2030. Les effets d'une telle réduction sur la stabilité de l'approvisionnement électrique des pays voisins sont incertains à ce stade : pour rappel, 70 % de l'électricité consommée au Niger était importée du Nigéria, jusqu'à ce que le renversement du chef d'Etat légitime par un coup d'Etat militaire à l'été 2023 ne conduise à la mise en place de sanctions, depuis levées.

Crainte sur l'avenir des opérations de Microsoft à Lagos

Contrairement aux informations qui ont pu circuler, Microsoft n'a pas fermé son Centre de développement africain (ADC) au Nigeria. Même si l'équipe d'ingénierie du Centre de développement africain de Lagos a été licenciée, le bureau de Microsoft au Nigeria reste opérationnel.

Malgré cinq années d'activité et un effectif d'au moins 120 ingénieurs et plus de 200 employés au total, l'entreprise a déclaré : « Les ajustements organisationnels et des effectifs sont une partie nécessaire et régulière de la gestion de notre entreprise. Nous continuerons à donner la priorité et à investir dans les domaines de croissance stratégiques pour notre avenir et pour soutenir nos activités, clients et partenaires. »

Depuis 2023, l'entreprise a mis en œuvre des ajustements de main-d'œuvre et des changements organisationnels pour s'aligner sur les conditions du marché mondial et répondre aux besoins des clients. Les raisons de cette décision ne sont pas clairement énoncées, mais elles reflètent des défis économiques plus larges, tels que des

problèmes de change et des conditions économiques défavorables, ayant entraîné le départ de plusieurs entreprises internationales à travers le Nigeria.

Ghana

Le 3i Africa Summit se tiendra du 13 au 15 mai à Accra

[Le 3i Africa Summit se tiendra du 13 au 15 mai 2024 à Accra sous le thème « Libérer le potentiel économique numérique et fintech de l'Afrique ».](#) Cet événement d'ampleur a pour objectif de transformer le paysage économique africain en mobilisant un capital durable et de long terme tout en libérant son potentiel numérique et financier. Le sommet, articulé autour de trois piliers – innovation, impact et investissement – rassemblera un large éventail de parties prenantes du secteur financier, des décideurs politiques et régulateurs ou des institutions à travers des sessions plénières, des ateliers et tables rondes, un salon fintech et digital ou encore une salle des marchés.

Organisé par la Banque du Ghana (BoG), la Banque de développement du Ghana (DBG) et l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), par l'intermédiaire de sa filiale Elevandi, l'évènement accueillera plus de 2 200 participants issus de plus de 80 pays. Près de 10 gouverneurs de banques centrales sont attendus auprès de plus de 900 dirigeants d'entreprises du secteur financier mondial, 84 cadres supérieures d'institutions financières multilatérales du développement, 550 entrepreneurs et cadres technologiques ou encore 86 investisseurs et gestionnaires d'actifs mondiaux.

Le rapport BCG-QED Global Fintech Report 2023 met en évidence l'immense potentiel de croissance du secteur de la fintech en Afrique, prévoyant un chiffre d'affaires multiplié par 13 d'ici à 2030, pour atteindre environ 65 Md USD. [Actuellement, le Ghana compte près de 70 entreprises fintech, connaissant une augmentation de leur popularité ces dernières années, et ainsi contribuant à l'inclusion financière du pays.](#) Celui-ci est passé de 58 % en 2017 à 68 % en 2021.

Inauguration du nouvel aéroport international de Kumasi

[Le 10 mai 2024 marquera l'inauguration du nouvel aéroport de Kumasi,](#) en présence du Président de la République du Ghana, Nana Akufo-Addo, du roi Ashanti Otumfuo Osei Tutu II ainsi que du ministre des Transports et de la directrice générale de la Ghana Airports Company Limited.

L'aéroport international de Kumasi, la deuxième ville du pays, a fait l'objet d'une rénovation totale au cours des cinq dernières années pour un montant de 75,2 M USD. Il sera désormais capable

d'accueillir plus de 800 000 passagers par an, principalement en provenance des régions du Nord du pays et du centre, dispose d'installations modernes et d'une longueur de piste de près de 2 000 mètres, capable d'accueillir des appareils de type A319, A320 et Boeing 737.

Le début des opérations est prévu pour le mois de juin. Quatre compagnies aériennes internationales seraient en discussions pour potentiellement établir des vols directs en direction de Kumasi.

Après la mise en service, il est appelé sous le nom d'aéroport international Nana Agyemang Prempeh I, l'un des plus grands rois Ashanti de l'histoire (1888-1931).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr